

LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Novembre 2001

Le « développement », un concept à préciser

Depuis les années 1990 et le Rapport du P.N.U.D.,¹ le développement a été désigné comme *humain*, dépassant ainsi la simple référence à un développement économique (croissance) tel qu'on l'entendait auparavant. Le niveau de développement humain est calculé selon un indice, l'**I.D.H.** (Indice de Développement Humain), qui se compose des indicateurs suivants :

- Espérance de vie
- Taux d'alphabétisation
- Taux brut de scolarisation
- P.I.B. (Produit Intérieur Brut) réel par habitant

Le développement humain, que l'on défend depuis lors, a pour objectif le bien-être matériel, social et culturel, des individus et des sociétés. Chacun a le droit à un minimum vital au niveau de ses droits humains tels que la liberté, la nourriture, l'habillement, le logement, l'énergie, la santé, l'éducation, la culture... Le développement a pour objectif, d'abord, d'atteindre ce minimum vital puis de l'accroître.

Afin d'atteindre cet objectif du développement humain, et par conséquent, **vivre et se développer**, les sociétés humaines :

- d'une part, produisent les biens dont elles ont besoin (aliments, vêtements, matériaux de construction, énergie, moyens de transport, médicaments... mais aussi des produits éducatifs et culturels) ;
- d'autre part, organisent leurs relations, entre elles et avec leurs milieux, à chaque échelle (localement, régionalement, mondialement ; tribus, villages, communes, régions, Etats, organisations internationales ...) ; elles organisent, en particulier, la distribution des richesses entre les individus, les groupes d'individus et entre elles-mêmes.

Les sociétés humaines se développent différemment, car il existe des relations étroites entre elles et leurs milieux naturels. Ainsi s'explique, en bonne partie, la grande diversité du monde humain : les sociétés humaines se sont développées, et se développent encore, en fonction des conditions et des ressources naturelles qui sont les leurs (climat, relief, sols, eau, vie animale et végétale, minerais...) et qu'elles modifient, façonnent volontairement et involontairement.

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, le développement mondial d'un point de vue global s'est progressivement et considérablement accéléré. On constate d'abord un accroissement de la population mondiale : de 2,5 milliards d'habitants en 1950, nous sommes passés en 2000 à plus de 6 milliards d'individus pour atteindre en 2050 le chiffre de 8,9 milliards (prévision maximale). On constate aussi un accroissement global des richesses matérielles produites et consommées par les sociétés

_

¹ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport sur le développement humain*, 1990.

humaines : selon le P.N.U.E., le revenu moyen mondial par habitant a désormais dépassé 5000 \$ par an soit 2,6 fois plus qu'en 1950.2

Mais parallèlement à ce constat, le modèle de développement qui domine le monde a de nombreuses limites, dont il faut prendre la mesure :

- ce développement est très déséquilibré, injuste, à l'intérieur des groupes humains et entre les groupes : les inégalités augmentent entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres (l'écart entre les P.I.B. a doublé en vingt ans) et entre les riches et les pauvres au sein d'un même pays. Ainsi, 20% de la population mondiale la plus riche consomment 87% des richesses mondiales alors que plus de 1,3 milliards de personnes vivent encore avec moins d'un dollar par jour.³
- ce développement se fait de plus en plus au détriment des ressources naturelles renouvelables du monde, que sont : l'atmosphère, l'eau, le sol, la vie animale et végétale. Ces ressources, maltraitées, exploitées trop vite, se polluent, s'appauvrissent, s'épuisent. Les pays du Nord sont responsables de 90% des déchets toxiques et radioactifs et leurs habitants utilisent en moyenne 180 litres d'eau par jour et jusqu'à 400 litres dans certaines villes nord-américaines. En comparaison, la consommation dans beaucoup de villes africaines demeure inférieure à 30 litres / jour.⁴
- ce développement se fait aussi sur la base d'une exploitation accélérée des ressources non renouvelables (pétrole, gaz, charbon, minerais...) : les générations futures hériteront d'un monde appauvri.
- la diversité culturelle s'appauvrit, au profit d'un mode de vie occidentalisé qui uniformise le monde ; il y a, de ce fait, perte définitive de nombreux savoirs humains (en particulier ceux concernant les relations entre milieux et sociétés).
- la participation de chacun, aux choix de développement faits localement et mondialement, n'est pas encore suffisante : alors que la démocratie formelle existe dans certains pays sans être pour autant « participative », elle est inexistante dans d'autres.

Ainsi, on peut considérer que nous évoluons dans le cadre d'un processus de développement non renouvelable, non durable, source de conflits locaux et mondiaux, actuels et à venir. Le futur de la Planète Terre et de ses habitants n'est pas assuré : il est en danger.

Vers le concept et la mise en œuvre du développement durable

En réponse à ces constats, l'objectif du Développement Durable, élaboré au cours des années 1980, est « de répondre aux besoins du présent, sans compromettre la capacité pour les générations futures de satisfaire les leurs ».⁵ Il s'agit de viser « une double solidarité : horizontale, à l'égard des plus démunis du moment, et verticale, entre les générations ».⁶

Dans cette optique, on fait reposer le développement durable sur 4 piliers majeurs :

- le social
- l'économie
- l'environnement
- la démocratie participative

Ces quatre piliers doivent être en interaction constante : Développement social et économique, Environnement et Citoyenneté doivent être considérés comme indissociables, à toutes les échelles de l'organisation des sociétés humaines et des milieux qui sont les leurs ; le Développement Durable est affaire locale, nationale,

² Sources du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, L'avenir de l'environnement mondial, 1999.

³ Sources: Orcades et P.N.U.E..

⁴ Sources: Centre d'information sur l'eau.

⁵ BRUNDTLAND Gro Harlem, Notre avenir à tous, Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1988, p.51.

⁶ MARECHAL, Alternatives Economiques, n°191, Avril 2001, p.80.

internationale ; il ne se réalisera que si l'on mène de front les combats et les **solidarités** : pour la gestion durable des ressources, pour la disparition des déséquilibres sociaux et économiques, pour la démocratie.

Les facteurs **sociaux** du développement durable sont l'accès à l'éducation, l'habitat, l'alimentation, les soins... afin de :

- satisfaire les besoins essentiels des populations
- combattre l'exclusion sous toutes ses formes (sociale, professionnelle...)
- stabiliser la croissance démographique
- maîtriser la croissance urbaine et les flux migratoires

Sur le plan économique, le développement durable dépend en particulier :

- ◆d'un développement économique respectueux des milieux naturels dont proviennent les ressources de base
- ◆d'un changement profond dans les relations économiques internationales afin de promouvoir un commerce équitable
- •de l'annulation de la dette des pays pauvres et d'une augmentation des investissements afin qu'ils ne soient plus contraints à opter pour des profits à court terme en contradiction avec leur développement durable et celui de la planète.
- Sur le **plan environnemental**, atteindre l'objectif d'un développement durable, c'est savoir respecter les principales conditions suivantes :
- ◆l'utilisation, la gestion durables des ressources naturelles (air, eau, sol, vie) et des savoirs humains ;
- ◆le maintien d'un certain nombre de grands équilibres naturels (climat, diversité biologique, océans, forêts...);
- ◆l'économie des ressources non renouvelables (pétrole, gaz, charbon, minerais...);
- L'ensemble de ces conditions ne seront atteintes qu'avec la participation de chacun. Le Développement Durable exige la **démocratie** et la **participation** effective à cette démocratie (citoyenneté)

Depuis la Conférence de Rio de Janeiro (1992), une prise de conscience accrue, mais sans effets réels

La conscience de la finitude de la planète, de risques de dégradations irréversibles des écosystèmes, de la nécessité d'un nouveau développement intégrant toutes les dimensions du développement durable progressent dans l'opinion comme dans les instances internationales. Au sein de ces dernières, à l'occasion des Sommets et Conférences de l'O.N.U. en particulier, les États produisent des réflexions et des déclarations d'objectifs très ambitieuses.

- . le **Sommet de la Terre** de Rio en 1992 a produit un plan d'action (« l'agenda 21 »), fixant les grand objectifs à atteindre pour faire du développement durable une réalité au XXIème siècle ; il a également permis la signature de deux conventions internationales, sur les climats et sur la biodiversité, et quelques avancées sur deux conventions signées en 1994, sur la désertification et sur les forêts ;
- **la Conférence du Caire**, en 1994 (Conférence sur la Population et le Développement), a entériné prioritairement l'accès universel à la planification familiale d'ici à 2015 :
- **le Sommet Mondial pour le Développement Social de Copenhague**, en 1995, a fait de la lutte contre la pauvreté, le chômage et la désintégration sociale, sa priorité, son objectif suprême ;
- . **la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin,** en 1996, a insisté sur l'importance du rôle de la femme dans tous les domaines pour les progrès de la société et a réaffirmé la nécessité de les aborder sous l'angle « sexo-spécifique » :
- la Conférence Habitat II d'Istanbul ou Sommet des villes, en 1996, a introduit l'idée de la nécessité de mener des actions intégrées et participatives pour rendre les villes plus sûres, plus saines et plus justes ; le Droit au logement est également reconnu comme partie prenante des Droits de l'Homme ; l'accès aux services de base (eau potable, assainissement, déchets, transports...) est reconnu comme vital ;

- **le Sommet mondial de l'alimentation de Rome**, en 1996, a adopté une Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale réaffirmant le Droit de chaque être humain à une nourriture adéquate et à être à l'abri de la faim :
- **le Forum mondial sur l'éducation pour tous de Dakar**, en 2000, a remis à l'ordre du jour les besoins des populations en matière d'éducation tout au long de la vie, l'universalisation de l'éducation de base pour les moins de quinze ans, l'égalité hommes-femmes...

Mais il faut bien constater l'incapacité des sociétés humaines, à l'échelle internationale et nationale, et le manque de volonté politique, à trouver les moyens d'appliquer ces objectifs globaux, qu'ils soient sociaux, économiques, politiques ou écologiques.

Quelques idées fortes à promouvoir

- Les dimensions conjointement sociales, économiques et écologiques du Développement Durable.
- L'interdépendance des conséquences des actions de chacun, de chaque groupe humain, de chaque pays. Plus aucun pays ne devrait avoir le droit de faire ce qu'il veut de ses propres ressources naturelles, des « biens publics mondiaux » qui sont sur son territoire (biens, services, ressources, qui bénéficient à tous, comme l'air, l'eau, le sol, la biodiversité...). Il y a là source de conflits graves. De même, les prises de brevet, en particulier sur le vivant, doivent être contrôlées.
- Sur-développement et sous-développement sont sources de pollution des milieux et d'épuisement des ressources naturelles.
- On ne doit pas opposer l'environnement, la protection des milieux et des ressources naturelles, au développement des sociétés humaines. On doit les associer : les ressources naturelles du Globe sont nécessaires au développement durable des sociétés humaines. Il faut donc apprendre à utiliser ces ressources sans les détruire, sans en détruire les fonctions.
- Il n'y a plus de milieux "naturels" : l'influence, directe ou indirecte, des sociétés humaines est présente partout, en particulier par le canal des pollutions atmosphériques.
- L'espace urbain et le Développement Durable : alors qu'une part de plus en plus importante de la population mondiale vit dans les villes, que faire pour que la vie urbaine soit durable pour elle-même et pour son environnement ?
- L'action de l'Homme n'est pas forcément négative.
- Les sociétés humaines ont des savoirs enracinés dans les milieux où elles vivent : c'est particulièrement vrai pour les sociétés rurales. Il faut connaître et valoriser ces savoirs.
- Le principe de précaution : de nouvelles technologies ne sont généralisées qu'après avoir bien vérifié qu'elles n'ont pas de conséquences néfastes sur la santé des populations, sur l'avenir des ressources naturelles, sur les équilibres naturels...